

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Immigration 4

La Suisse risque la surpopulation, voici les conséquences de l'immigration.



Asile 6

La grande majorité des demandeurs ne sont pas des requérants, mais bien des migrants.



Fête de la famille UDC 8

Se rassembler tous ensemble pour notre démocratie directe.



Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

Il faut mettre un frein à l'immigration

Selon les scénarios, la population suisse pourrait atteindre environ 10 millions d'habitants en 2035. Le moteur de cette évolution est l'immigration sans fin. Les conséquences sur les infrastructures, les loyers, les prix des terrains, l'aménagement du territoire, la consommation énergétique, les écoles, le système de santé ou les institutions sociales ne sont à ce jour prévisibles que de manière très approximative. Elles seraient en tous les cas très graves.

La plupart des Suissesses et des Suisses le remarquent: le nombre et l'afflux d'immigrés dans notre pays ne cessent de croître. Pourtant, la politique et les médias essaient de nous faire avaler

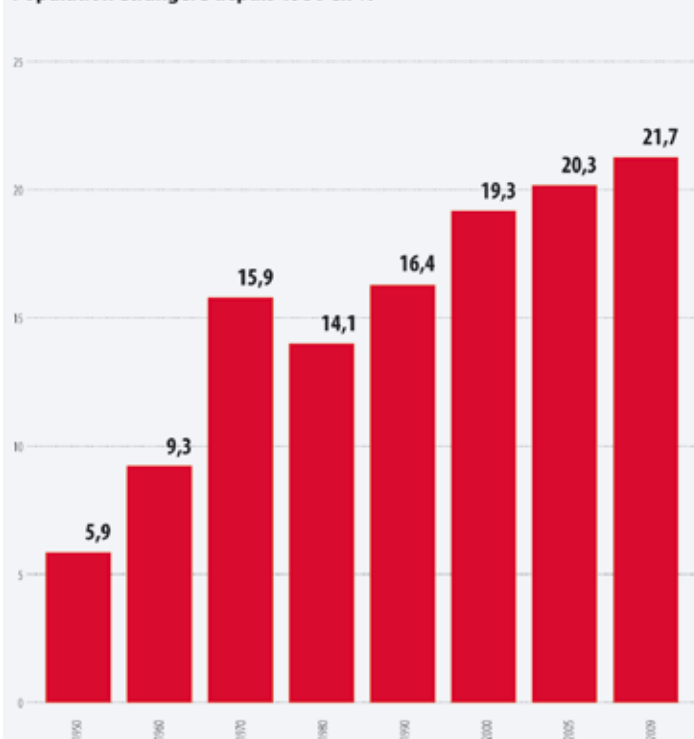
que tout cela ne serait pas si grave. Par des tours de passe-passe politiques sans cesse renouvelés, ils tentent de minimiser les problèmes liés à l'immigration. Il est de plus en plus clair que les conséquences d'une très forte immigration seront graves.

que tout cela ne serait pas si grave. Par des tours de passe-passe politiques sans cesse renouvelés, ils tentent de minimiser les problèmes liés à l'immigration. Il est de plus en plus clair que les conséquences d'une très forte immigration seront graves.

L'immigration doit redeviendre contrôlable et soumise à des limites. Il est clair que ce débat ne peut avoir lieu que si l'on y inclut également la libre-circula-

tion des personnes avec l'UE. Près de 70 % de l'immigration provient à ce jour des États de l'UE, de sorte qu'un réexamen de la libre-circulation des personnes s'impose.

Population étrangère depuis 1950 en %





Limiter l'immigration

La Suisse ne peut plus maîtriser et contrôler indépendamment l'immigration. Conséquence de la libre circulation des personnes avec l'UE et des frontières ouvertes, le solde migratoire dépassait durant les quatre dernières années un pourcentage de la population totale du pays. En chiffres absolus, la population de la Suisse s'est accrue de plus de 83'000 personnes chaque année, soit de l'équivalent du nombre d'habitants de la ville de St-Gall. 70% des immigrants proviennent de l'UE, mais cet afflux ne peut être influencé par la Suisse en raison de l'accord de libre circulation des personnes. Il est grand temps que la Suisse retrouve le contrôle de l'immigration et puisse limiter l'afflux d'immigrants.

Durant les quatre années écoulées, le nombre d'immigrants en Suisse dépassait de plus de 330 000 celui des émigrants. Il s'agit là d'un chiffre officiel. Conséquence de la libre circulation des personnes, la Suisse ne peut pas freiner ce flot migratoire. Cette situation est aggravée par la facilité du regroupement familial en provenance de pays tiers, par de nombreux clandestins et par la forte augmentation du nombre des requérants d'asile. En soixante ans seulement, la proportion d'étrangers en Suisse a presque quadruplé. Et cela bien que jamais encore dans son histoire la Suisse n'a naturalisé autant de personnes. L'Office fédéral de la migration s'attend à ce que cette croissance démographique se pour-

suive jusqu'en 2035. 10 millions de personnes pourraient bientôt vivre en Suisse.

Les conséquences négatives de l'immigration s'aggravent

Les conséquences de cette immigration sur l'économie, les loyers, le prix du sol, l'aménagement du territoire, les infrastructures, les écoles, le chômage, la santé publique et les institutions sociales sont de plus en plus perceptibles. Conséquence: les prix des loyers ont massivement augmenté, en ville de Zurich, par exemple, de quelque 60% durant les dix ans écoulés. Le même développement peut être observé à la campagne. La pression sur le marché du travail s'accroît, les immigrants en provenance de l'UE évinçant les travailleurs originaires d'Etats tiers. Le taux de chômage actuel de 3% est relativement élevé alors que nous vivons une phase de haute conjoncture économique.

Retrouver le contrôle

Plus personne ne conteste aujourd'hui le fait que ce développement exige une rapide correction. Or, depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, la Suisse ne dispose plus des instruments permettant de contrôler l'immigration. Il est évident pour l'UDC que la Suisse doit retrouver sa liberté d'action dans le domaine de l'immigration.

Une initiative pour la limitation de l'immigration nous rendra les instruments de contrôle

Il s'agit d'ancrer les points suivants dans la Constitution fédérale:

- la Suisse doit pouvoir gérer de manière autonome l'immigration d'étrangères et d'étrangers.
- l'immigration doit être limitée par des plafonds annuels et des contingents pour toutes les autorisations relatives au droit des étrangers et au droit d'asile.
- la Suisse tient compte de ses intérêts ainsi que de ses besoins en main-d'œuvre en attribuant des autorisations de séjour, d'établissement et de frontaliers. Le principe de la priorité des nationaux doit être appliqué.
- des critères doivent être définis pour l'octroi d'autorisations de séjour et d'établissement.
- il n'existe pas de droit établi à un établissement durable, au regroupement familial ou aux prestations sociales.
- il n'est pas permis de conclure des traités internationaux qui sont en opposition avec ces principes.
- Les traités internationaux en contradiction avec la nouvelle disposition constitutionnelle doivent être adaptés ou résiliés.

A handwritten signature in blue ink, which appears to read 'Brunner'.

Toni Brunner
Président de l'UDC Suisse

Zottel entame un Tour de Suisse

Notre mascotte Zottel, à l'image de l'UDC, est « proche des gens ». Il accompagne en effet volontiers son maître Ernst Schibli en voyage, il se rend régulièrement à nos assemblées des délégués, pour le plus grand plaisir des visiteurs. Zottel va à présent entamer un Tour de Suisse et rendre visite aux différents conseillers nationaux à travers tout le pays. Le 18 mai, Zottel rencontrera Toni Brunner dans sa ferme à Ebnet-Kappel. Il y fera connaissance de son non moins fameux cochon Nubes et verra ainsi l'endroit où il « crèche ». Vous pourrez suivre les pérégrinations de Zottel dès la première étape de son Tour de Suisse le 24 mai sur le site Internet de Zottel, à l'adresse www.zottel-2011.ch ou sur celui de l'UDC Suisse, www.udc.ch.

Zottel félicite les gagnants du concours de dessin !



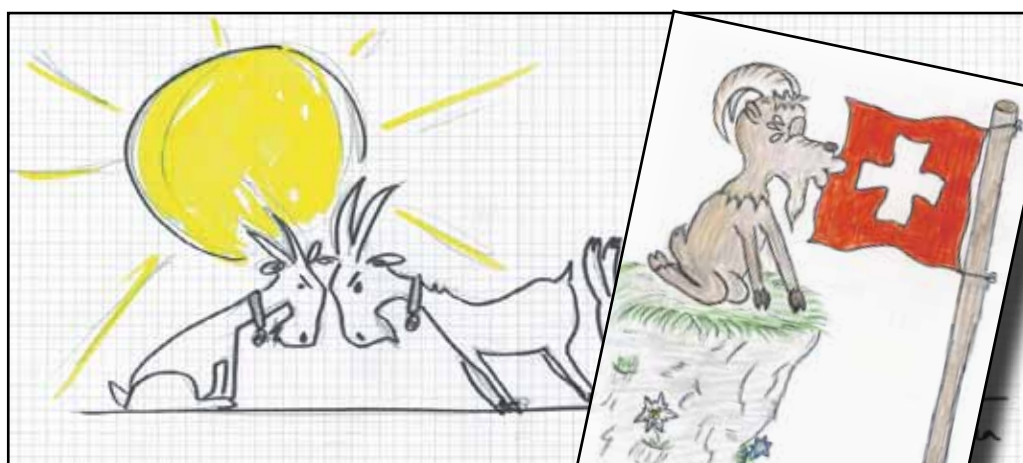
Zottel et son maître, le conseiller national Ernst Schibli, ont débuté leur Tour de Suisse. Notre mascotte félicite les gagnantes et gagnants du concours de dessin.



Willi Forrer, Klosters



Nathanael Künzli, Laupersdorf



Anina Ineichen, Oberwil

Angélique Ruch, Moutier



Je félicite tous les gagnants du concours et remercie tous les participants! A bientôt dans votre région...

4 Immigration

Initiative UDC pour la limita

La Suisse est submergée par une vague d'immigrants. Le projet de nouvelle initiative «pour la limitation» redonnerait à notre pays les instruments lui permettant de gérer l'immigration. Une initiative populaire dans ce sens sera proposée à la prochaine assemblée des délégués de l'UDC. Il faut que la Suisse retrouve les moyens de contrôler quantitativement et qualitativement l'immigration. C'est capital pour notre pays.



par Luzi Stamm, conseiller national,
Baden-Dätwil (AG)

Avec l'introduction de la libre circulation des personnes, la Suisse a renoncé à tous les instruments de gestion de l'immigration.

Depuis, la statistique de l'immigration explose. On en connaît les principaux chiffres. Ils sont effrayants: 157 271 nouvelles autorisations de séjour et d'établissement ont été accordées durant l'année record 2008. En quatre ans seulement, la population de la Suisse s'est accrue en chiffres nets de 330 000 personnes. Une image pour illustrer ce développement: chaque année l'équivalent de la population de la ville de St-Gall s'est installé sur le Plateau suisse. Et rien ne permet de prévoir la fin de ce phénomène. Impossible de prévoir si dans dix ou vingt ans la Suisse aura huit, dix ou douze millions d'habitants – voire davantage. Même l'Office fédéral de la statistique prévoit 10 millions d'habitants dans un proche avenir.

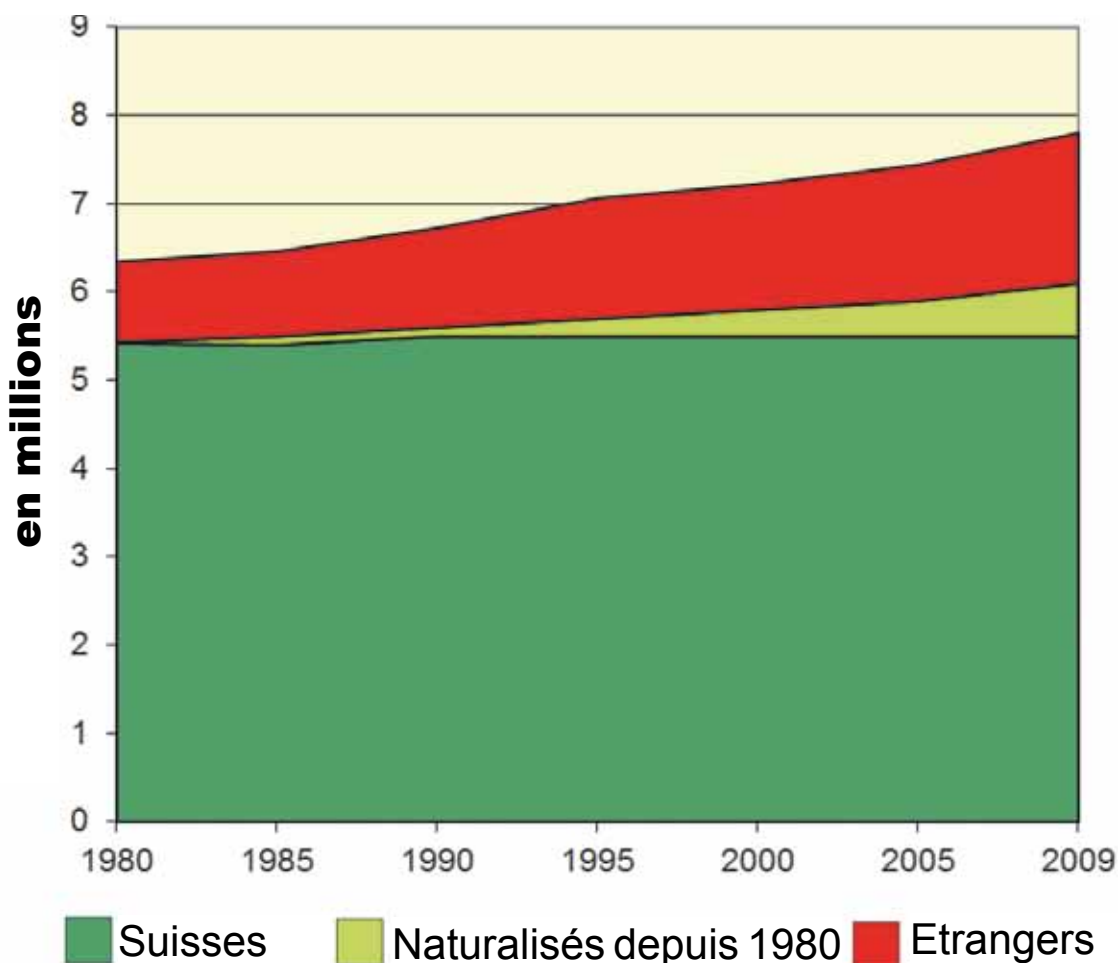
Même les meilleurs experts se sont trompés
Tous les pronostics établis

jusqu'ici se sont révélés faux. Ce constat ne concerne pas seulement les politiques, y compris le Conseil fédéral; même les experts les plus qualifiés ont massivement sous-estimé les effets de la libre circulation des personnes. Aucun expert n'a, par exemple, su prédire – ne fût-ce que partiellement – la forte immigration en provenance d'Allemagne.

Une forte proportion de citoyens se

sont également trompés. Ils n'ont pas réalisé ce que signifie au fond la libre circulation des personnes, c'est-à-dire la perte pour le pays signataire du contrôle du nombre d'immigrants. Nombre de citoyennes et de citoyens ont cru que la libre circulation était nécessaire pour faire venir la main-d'œuvre dont la Suisse a besoin. Une absurdité: nul besoin d'un traité international pour permettre à des gens d'immigrer. Ou encore les votants

Développement de la population



Le solde migratoire de ces quatre dernières années est de 330 000 immigrants, soit une densité de population équivalente au canton du Tessin ou à la ville de Zurich.

tion de l'immigration

ont-ils cru que la libre circulation des personnes avait un rapport avec l'ouverture des marchés. C'est encore faux: le libre-échange et la libre immigration sont deux choses fondamentalement différentes.

Plafonds et contingents

Maîtriser et contrôler signifie forcément aussi limiter. La Suisse doit retrouver la possibilité de fixer des contingents. C'est exactement ce que réclame le projet d'initiative populaire. La Suisse fixera des plafonds annuels pour les autorisations de séjour. Il faudra aussi veiller à empêcher que cette

disposition ne soit contournée. Toutes les catégories d'étrangers devront être impliquées. Il faut éviter que, par exemple, le contingentement des autorisations de séjour ordinaires soit sapé par la multiplication des autorisations de courte

durée. Ou encore que les plafonds soient éludés via le droit d'asile ou par un regroupement familial excessif. Les frontaliers doivent eux aussi faire l'objet de contingents spéciaux.

Quels sont les critères?

Lorsqu'on fixe des contingents et des plafonds, il faut bien entendu se demander selon quels critères ces limitations doivent être définies. L'initia-

tive ne peut régler cette question dans le détail. On se contentera d'inscrire dans la Constitution fédérale le principe selon lequel l'immigration en Suisse n'est possible qu'en présence d'une offre d'emplois correspondante et si le demandeur répond à certaines



exigences personnelles. Seules des personnes voulant et pouvant s'intégrer doivent avoir le droit d'immigrer et de vivre durablement en Suisse.

Tous les détails du projet devront être définis au niveau de la loi en cas d'acceptation de l'initiative. D'autres pays nous donnent l'exemple avec des systèmes qui fonctionnent bien. Le

Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, par exemple, gèrent l'immigration avec un système moderne basé sur des points: pour l'obtention d'un permis de séjour, il faut réunir un nombre minimal de points qui sont attribués selon divers critères comme les qualifications professionnelles et scolaires, le type de profession, l'expérience professionnelle, la durée restante de l'activité profes-

sionnelle, l'indépendance financière prévisible, le pays d'origine, les rapports avec le pays d'accueil, l'âge et les connaissances linguistiques. Ce système permet de gérer de manière optimale l'immigration et d'accueillir facilement les travailleurs et les professionnels qualifiés dont le pays a besoin. En revanche, celles et ceux qui ne cherchent qu'à abuser des institutions sociales et refusent de s'intégrer n'atteignent pas le nombre de points requis et sont d'emblée écartés.

Nouvelles négociations indispensables avec l'UE

Le fait est que toute limitation concrète de l'immigration contrevient à l'accord de libre circulation des personnes conclu avec l'UE. Aussi longtemps que tous les ressortissants de l'UE, soit plus que 500 millions de personnes, ont un droit établi à venir en Suisse aux conditions fixées par l'accord, notre pays ne peut pas imposer des plafonds et des contingents.

En cas d'acceptation de l'initiative, la Suisse devrait donc entamer de nouvelles négociations sur la libre circulation des personnes avec l'UE. Bruxelles n'a pas de raisons objectives de refuser ces discussions. L'UE ne tire en effet aucun avantage de l'actuelle émigration en direction de la Suisse et devrait aussi comprendre les inquiétudes de la Suisse face au volume migratoire actuel. Extrapolé à l'UE, la statistique migratoire suisse équivaut à quelque 5 millions de personnes; il va de soi qu'un tel nombre d'immigrants serait impensable pour l'UE.

Cette initiative n'est absolument pas «la fin de la voie bilatérale». Dans le pire des cas, il faudrait adapter quelques accords bilatéraux. Mais c'est là un petit problème face aux conséquences négatives d'une immigration incontrôlée.

La frontière suisse est de plus en plus passée par des immigrants de toutes sortes. Les autorités ont perdu le contrôle de l'immigration depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes. Cette situation ne peut plus durer, l'UDC exige une nouvelle négociation de cet accord.

6 Politique d'asile

«Autruche - seul animal officiel politique»

Cette citation de Pierre Daninos semble avoir été rédigée tout exprès pour la classe politique suisse dès lors qu'on parle de migration. N'en déplaise aux euphoriques pour qui la migration ne peut qu'être une bonne chose, force est de constater que la grande idée de peuple européen résiste mal à la réalité. Chaque jour que Dieu fait, notre population se trouve confrontée aux difficultés engendrées par cette migration subie et non choisie. Bien sûr, les chœurs du melting pot entonnent à tue-tête les trompettes de l'économie qui tourne à plein régime, des places de travail créées grâce à l'arrivée de travailleurs venus d'ailleurs, de la bonne situation économique de la Suisse qui doit tout à ces bras et cerveaux venus se mettre au service de notre pays. La lecture est un peu courte.



par Yvan Perrin, conseiller national, vice-président, La Côte-aux-Fées (NE)

On peut tout d'abord se demander sur le principe de la poule et de l'œuf si cette situation doit aux migrants venus apporter leur force de travail à notre industrie ou si au contraire ce ne serait pas plutôt parce que notre économie se porte mieux qu'ailleurs que ces gens sont venus chez nous. Chacun a naturellement sa réponse mais étant d'un naturel plutôt pessimiste quant à la nature humaine, j'ai tout lieu de penser que ces centaines de milliers de personnes qui se sont établies sur notre sol ces dernières années l'ont fait en pensant en priorité à leur intérêt et non à celui de notre pays, charité bien ordonnée commençant par soi-même. Quelle que soit la motivation profonde de ces nouveaux venus, leur arrivée ne va pas sans poser problème. Les infrastructures n'ont pas suivi le développement démographique fulgurant imposé par la libre circulation et désormais, seules les personnes à fort pouvoir d'achat sont à même de choisir l'endroit où elles souhaitent vivre tant les loyers ont

pris l'ascenseur, répondant naturellement à la loi de l'offre et de la demande. De fait, la population indigène n'a le choix qu'entre des sacrifices importants pour pouvoir assumer des locations de plus en plus élevées ou le déménagement là où les coûts sont moindres. Si cette dernière solution est retenue, c'est ensuite le transport qu'il faut résoudre car les capacités de déplacement n'ont pas non plus été adaptées, qu'elles soient publiques ou privées. Il suffit de chercher à se rendre de Lausanne à Genève en début de journée pour s'en convaincre. Le choix est simple, voyager debout en train, l'aisselle du voisin dans le nez ou faire du sur-place dans les bouchons sur l'autoroute. Exaltantes perspectives.

Un autre problème majeur doit beaucoup à cet afflux non contrôlé. Souvenez-vous, la gauche annonçait que

le sort de la condition ouvrière allait enfin s'améliorer grâce aux contrôles soutenus qui allaient être mis en œuvre pour s'assurer qu'aucun dumping salarial ne rognerait les revenus des salariés voire ne les pousserait au chômage. Raté là aussi. Malgré toute la bonne volonté affichée par les prétendus défenseurs des prolétaires, on relève une pression à la baisse sur les salaires dans deux cas sur cinq, soit 40%. Travailler autant pour gagner moins, c'est un peu la proposition que beaucoup de travailleuses et travailleurs de notre pays ont reçu ces dernières années. Certes, personne n'est obligé d'accepter mais la sanction en cas de refus ne se fait pas attendre, la porte est immédiatement indiquée à celles et ceux qui auraient le mauvais goût de résister à la globalisation version Bruxelles.

Nouvel effet pervers de la libre circulation, les personnes tombées au chômage sont clairement laissées pour compte par les pouvoirs publics qui n'ont rien entrepris pour assurer la reconversion professionnelle de ces gens qu'on a mis dehors. A quoi bon former les travailleurs indigènes à grand frais quand on peut faire appel à une main-d'œuvre extérieure formée et meilleur marché ? Résultat des courses, le chômage augmente tandis qu'on va chercher des travailleurs de plus en plus



Les abus en matière d'asile ont été nombreux depuis janvier 2011. Le Conseil fédéral n'a toutefois pas décidé de réagir.

ciellement doué de sens

loin. Comme d'habitude, la classe politique présente un problème comme une solution et nous explique que ces nouveaux arrivés sont une chance inespérée pour notre pays puisqu'ils contribuent à l'assainissement de nos assurances sociales. En clair, ces travailleurs contribueraient à la bonne santé de l'AVS et de l'AI. Juste, si ce n'est que ce discours est assez semblable à celui que Bernard Madoff servait à ses clients. Les nouveaux investisseurs permettaient de verser les intérêts aux anciens jusqu'au moment où le système se grippe. N'oublions pas que les cotisants d'aujourd'hui sont les rentiers de demain et qui assu-

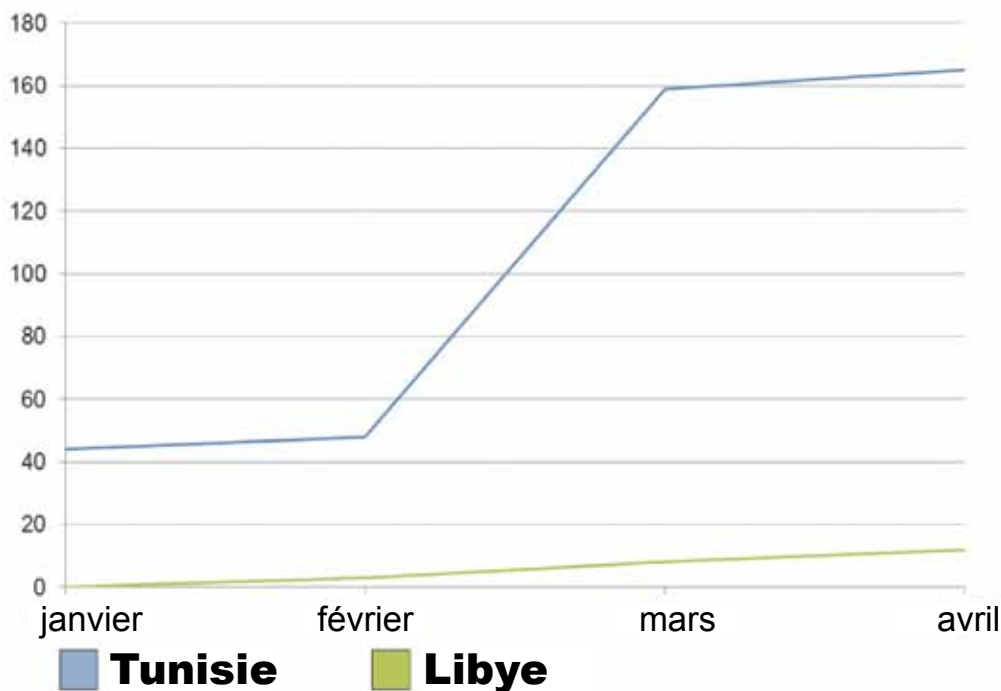
l'immigration ? A ces questions, la classe politique n'a visiblement pas de réponse. Après nous, le déluge !

Si ces difficultés constituent autant de défis pour notre pays, au moins pouvons-nous constater que nous évoquons ici une population venue chez nous pour travailler, ce qui est loin d'être le cas pour tout le monde. L'ouverture des frontières nous vaut également de recevoir de nombreuses personnes qui n'ont pas pour habitude de mettre la main à la pâte mais plutôt dans la poche des autres. Cela va des mendiants qui réclament la charité de manière parfois agressive aux

effets désastreux de son utopie. Les criminels n'ont pas attendu Schengen pour se rendre en Suisse, le trafic de drogue a toujours existé, le système informatique Schengen constitue une arme de destruction massive pour les criminels, l'insécurité n'est qu'une notion subjective brandie par un parti d'extrême droite bien connu pour effrayer le bon Peuple. Ce discours, nous le connaissons par cœur. Quand le message est désagréable, on discrédite le messenger et c'est de ce principe dont l'UDC est victime. A chaque fois que nous mettons en évidence un nouvel aspect pervers de la libre circulation, des accords de Schengen ou Dublin, la classe politique crie haro sur le baudet. On peut comprendre cette attitude; reconnaître que ces accords ne nous ont pas valu le havre de paix et de prospérité qu'on nous promettait revient de facto à admettre qu'on a pu se tromper, tout au moins se montrer un peu optimiste, chose impensable en politique. Selon Winston Churchill, un bon politicien est celui qui est capable de prédire l'avenir et qui, par la suite, est également capable d'expliquer pourquoi les choses ne se sont pas passées comme il l'avait prédit. Et bien en Suisse, réjouissons-nous, nous avons des politiciens nettement plus forts que ceux dont parlait Churchill puisqu'ils arrivent à nous expliquer que les choses se sont passées comme il l'avaient prédit même si les faits leur donnent tort tous les jours.

Dans ces conditions, il n'y a rien à attendre de ces hommes et de ces femmes qui persisteront à placer Bruxelles avant les intérêts de la population suisse. La seule réponse aux effets désastreux de la libre circulation, de Schengen, de Dublin tient en trois lettres : UDC.

Demandes d'asile de l'Afrique du nord 2011



Les demandes d'asile en provenance de la Tunisie ont augmenté entre janvier et avril 2011 de 275%!

ra le versement de leur propre rente le jour venu ? Nous lançons-nous dans une spirale infernale qui vaudrait à notre pays de ne devoir sa survie qu'à

criminels de haut vol manifestant un respect pour le moins limité de la vie d'autrui. Comme toujours, le monde politique est incapable d'admettre les

8 Fête de la famille UDC

10 septembre: fête de famille sur la Place fédérale

Après le grand rassemblement populaire d'octobre 2007 à Berne, l'UDC invite les Suissesses et les Suisses à la fête de la famille du 10 septembre prochain sur la Place fédérale. Ainsi, l'UDC veut rappeler combien la famille est importante dans la société d'aujourd'hui. Aucun autre parti ne s'est autant engagé en faveur de la famille que l'UDC. En effet, seule l'UDC a combattu les hausses d'impôts et de taxes qui alourdissent les charges fiscales des familles. Aussi, grâce à son initiative en faveur des familles, l'UDC exige que chaque famille puisse bénéficier jusqu'à 10'000 francs de déductions fiscales.

L'UDC s'est mise d'accord le 14 avril dernier avec les autorités de la ville de Berne pour organiser sa fête des familles le samedi 10 septembre 2011 sur la Place fédérale. L'UDC avait initialement déposé une demande d'autorisation pour une manifestation avec un cortège à travers la ville de Berne un samedi d'octobre. Selon le conseiller communal Reto Nause, la ville ne peut cependant pas garantir la sécurité d'une manifesta-

tion et d'un cortège en octobre. Cette restriction de la liberté de réunion et d'opinion est profondément décevante pour l'UDC qui a cependant reçu l'assurance que la sécurité et l'ordre seraient garantis samedi après-midi 10 septembre. Pour l'UDC, il était prioritaire que sa manifestation puisse se dérouler sans heurt.

L'UDC invite donc dès à présent tous ses membres et sympathisants

y compris leurs enfants et petits-enfants à participer à cette grande fête de famille sur la Place fédérale. Elle se réjouit d'ores et déjà d'une fête belle et digne.

Nous voulons nous engager sans hésitation tous ensemble pour une Suisse indépendante avec des citoyennes et des citoyens libres qui ont le dernier mot dans notre démocratie directe.

Le 10 septembre prochain, soyez nombreuses et nombreux à vous réunir avec votre famille à Berne et n'oubliez pas de prendre votre drapeau suisse afin de célébrer ensemble une grande fête à notre pays, la Suisse.

Depuis longtemps, l'UDC est le seul parti qui s'engage en faveur des familles et en faveur de la Suisse. Soutenez l'action de l'UDC pour les familles en vous réunissant le 10 septembre 2011 à Berne sur la Place fédérale.



En 2007, ce sont plusieurs milliers de Suissesses et de Suisses qui s'étaient rassemblés aux côtés de l'UDC afin de défiler librement et calmement à travers la ville de Berne et jusque sur la Place fédérale.

Des citoyens de tous les âges, de toutes les régions et de tous les genres s'étaient réunis afin de s'unir sous le drapeau suisse et de dire combien leur attachement à la Suisse leur était important.

Rappelons ensemble cet attachement le 10 septembre.



Tous à Berne pour la grande fête de la famille UDC

Le 10 septembre 2011, le mot d'ordre pour tous les membres de la famille UDC, jeunes et moins jeunes, pour tous les sympathisants, les amis et tous ceux qui défendent une Suisse libre, indépendante et neutre est : « Tous à Berne pour la grande fête de famille UDC sur la Place fédérale ! » Par notre présence à cet événement, nous exprimerons, dans une ambiance festive, notre attachement à notre démocratie directe et donc notre volonté de garantir un bon avenir à notre pays. Nous comptons sur votre présence à ce grand rassemblement.



par Nadja Pieren, députée, vice-présidente UDC Suisse et présidente du comité d'organisation, Berthoud (BE)

En nous réunissant le 10 septembre 2011 sur la Place fédérale à Berne, nous émettrons un signal clair : l'UDC montre son visage, elle se tient droite, ne baisse pas les yeux, l'UDC prend les difficultés à bras-le-corps et affiche sa cohésion, lorsqu'il est important et déterminant de le faire.

Chers membres de l'UDC, le 23 octobre 2011, jour des élections nationales, sera un jour important et déterminant pour l'avenir de notre pays. Nous avons au-devant de nous des élections décisives au Conseil national et au Conseil des États. **Alors prouvons, le 10 septembre, que nous savons mobiliser la population et affluons en masse à Berne, depuis chacun des 26 cantons, avec drapeaux, cloches, costumes traditionnels et autres !**

À la fête de famille UDC, nous exprimerons par notre forte présence que l'UDC est le parti qui défend l'avenir de notre pays, un avenir dans la liberté et la sécurité. Il est donc important que toutes les générations soient présentes ce samedi. En effet, le bien

de la Suisse est dans l'intérêt de tous, jeunes et vieux. La famille, soutien de chacun d'entre nous, sera au cœur de la fête UDC. Toutes les générations seront représentées. Ensemble, nous nous érigerons : pour une Suisse libre et indépendante, sans juges étrangers et sans diktat européen, pour une Suisse neutre, pour laquelle la défense nationale est au premier plan, pour la démocratie directe, afin que le peuple continue d'avoir le dernier mot à l'avenir.

La fête de famille UDC sera une fête joyeuse et colorée pour tous. Des attractions pour jeunes et vieux, de la restauration et de la musique seront offertes. D'intéressants exposés succincts de personnalités connues et de jeunes hommes et femmes politiques vous y attendent. Il y aura un programme d'activités spécial avec concours pour les enfants, ainsi que des représentations musicales. Et bien entendu, Zottel sera lui aussi de la partie !

Comme vous le voyez, ce sera une fête agréable et conviviale pour tous. Vous et votre famille êtes aussi les bienve-

nus à notre rassemblement, vous êtes cordialement invités. Réservez dès aujourd'hui la date du 10 septembre et venez à Berne. Aidez-nous à mobiliser le plus de personnes possibles, afin que nous nous rendions à Berne en nombre, de toute la Suisse, le 10 sep-



Venez nombreuses et nombreux avec votre famille à la grande fête de la famille UDC le 10 septembre 2011 sur la Place fédérale à Berne. Des grands-parents jusqu'aux petits enfants, soyez des nôtres!

tembre. Des cars effectueront l'aller-retour vers et de Berne depuis tous les cantons. Veuillez prendre contact avec votre parti cantonal (ou le secrétariat général de l'UDC Suisse). Celui-ci vous renseignera volontiers au sujet du voyage aller et retour.

Je me réjouis vivement de passer avec vous et votre famille un après-midi convivial et enrichissant à Berne le 10 septembre 2011.

5^e Tournoi de foot de l'UDC



Samedi, 16 juillet 2011 dès 10h00
Reitplatz, Winterthour Töss

Grand tournoi de foot de l'UDC. Bonne ambiance, compétition, trophées, prix, musique et bien plus seront au rendez-vous.

Catégories (aucune limite d'âge)

Equipe mixte (6 joueurs, dont au minimum 2 femmes)

Equipe masculine (6 joueurs)

Les joueurs individuels sont également les bienvenus. Selon les possibilités, une équipe sera constituée.

Participation : Fr. 50.- par équipe. Possibilités d'annoncer votre équipe tout de suite sur Internet www.udc.ch ou par e-mail à imobersteg@svp.ch

Renseignements: Ariane Imobersteg 031 300 58 58

Fin des inscriptions: 2 juillet 2011

Présence de l'UDC dans les comptoirs

Les représentantes et représentants de l'UDC se montrent proches des gens. Un nombre incroyable de sympathisants et de citoyens ont reçu leur programme du parti signé de la part d'une personnalité de notre parti. Aussi, ils ont pu signer les initiatives UDC pour les familles et pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple. De plus, pour nos visiteurs ce fut l'occasion d'établir un échange avec nos élus et de les questionner sur les enjeux actuels. L'UDC sait combien ce contact direct est important.



L'UDC a tenu des stands à Berne lors de la BEA-Expo et en Suisse centrale pour participer à la Luga. A cette occasion, de nombreux visiteurs se sont intéressés à la politique de l'UDC et ont signé nos deux initiatives en cours. Ils ont aussi pu faire la connaissance du programme de l'UDC.



Lors de la RhEMA, Toni Brunner a signé des centaines de programmes politiques de l'UDC. Le magnifique stand UDC a reçu de nombreuses visites de citoyens curieux de faire la connaissance du président de l'UDC et des idées de notre parti. Plusieurs autres représentants de l'UDC étaient également de la partie.



Contrat avec le peuple

Samedi, 27 août au Théâtre 11,
Thurgauerstrasse 7 à Zurich-Oerlikon

Nous invitons les délégués de l'UDC Suisse et tous les membres du parti à l'ouverture de la campagne électorale. Les candidates et candidats UDC au Conseil national et au Conseil des Etats signeront le Contrat avec le peuple. Ils attestent ainsi leur promesse électorale faite au peuple de s'engager pour une Suisse libre et indépendante.

Déroulement du programme:

| | |
|-----------|---|
| dès 10h00 | Ouverture des portes |
| 11h00 | Début de la partie politique en présence du conseiller fédéral Ueli Maurer et de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher avec de nombreux divertissements |
| 12h45 | Fin conviviale de la manifestation avec musique, collations et boissons |

N'oubliez pas ce lancement de la campagne!
Le nombre de places est limité. Commandez
dès à présent votre carte d'invité auprès d'
info@udc.ch

Fête de famille

sur la Place fédérale

Samedi, 10 septembre 2011 à Berne

Nous invitons tous les membres et sympathisants de la grande famille UDC ainsi que leurs enfants et petits-enfants à une fête marquée par de nombreuses prestations folkloriques sur la Place fédérale à Berne. Nous nous réjouissons par avance d'une manifestation belle et digne. Notre objectif est de nous engager ensemble pour une Suisse indépendante composée de citoyennes et de citoyens libres qui ont le dernier mot dans notre démocratie directe.

Déroulement du programme:

| | |
|-----------|--|
| dès 13h00 | Réunion sur la Place fédérale |
| 14h30 | Début de la partie politique avec le conseiller fédéral Ueli Maurer et l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher |
| 15h40 | Suite et fin conviviales de la fête avec musique, collations et boissons, jeux et divertissements pour les enfants |
| 17h00 | Fin de la manifestation |

Les Suisses votent UDC

UDC Suisse, www.udc.ch, info@udc.ch, tél. 031 300 58 58, CCP: 30-8828-5



L'UDC est opposée à la levée de la démocratie directe

L'UDC s'oppose catégoriquement au minage de plus en plus évident de la démocratie directe. Aussi rejette-t-elle l'introduction de la juridiction constitutionnelle. Cette réforme politiserait encore plus la justice et déplacerait des compétences des citoyens et du Parlement vers les tribunaux. En fin de compte, les droits populaires en seraient affaiblis. Il n'est pas acceptable que les droits populaires soient pareillement sapés.



par Christoph Mörgele conseiller national, Stäfa (ZH)

La récente proposition du Conseil fédéral d'étendre la liste des motifs d'invalidation des initiatives populaires et d'imposer un examen préalable des initiatives avec un «avertissement» figurant sur les listes de signatures doit également être rejetée.

Il s'agit aussi de combattre la tendance de placer tout le droit international au niveau du droit international impératif et de se référer, lors de l'appréciation d'initiatives populaires et de la préparation de textes de loi, à des critères aussi vagues que «la teneur essentielle des droits fondamentaux constitutionnels».

L'UDC rejette l'avant-projet de la Commission des affaires juridiques du Conseil national visant à introduire une juridiction constitutionnelle. La suppression proposée de l'article 190 de la Constitution fédérale, qui définit les lois fédérales et le droit international public comme droit applicable par les tribunaux, entraînerait un affaiblissement considérable des droits du peuple, encouragerait l'instauration d'un Etat de juges et provoquerait une politisation supplémentaire de la

justice. Dans la discussion sur la juridiction constitutionnelle, il ne s'agit pas en premier lieu du rapport entre la Constitution et les lois fédérales, mais bien plus de la question centrale de savoir qui a la compétence de concrétiser des dispositions constitutionnelles imprécises. La suppression de l'art. 190 permettrait aux juges de déclarer anticonstitutionnelles des lois fédérales ou des parties d'elles sans tenir compte de l'avis du Parlement et du peuple. Et cela même si le Parlement et le peuple ont consciemment formulé ainsi une loi fédérale en donnant plus de poids à d'autres facteurs qu'aux dispositions constitutionnelles qui, compte tenu de leur formulation, admettent diverses interprétations. L'instauration d'une juridiction constitutionnelle provoquerait une importante insécurité du droit parce qu'on ne pourrait plus se fier aux prescriptions figurant dans les lois fédérales. Les procédures judiciaires en seraient allongées et plus coûteuses. En fin de compte, l'idée de la juridiction constitutionnelle témoigne d'une méfiance injustifiée à l'égard du peuple en tant que souverain.

Non à l'affaiblissement de la démocratie directe et des droits populaires! L'UDC s'oppose aussi avec force aux tendances croissantes à restreindre les droits du peuple. Le droit international sert de plus en plus souvent de prétexte pour empêcher l'application selon la volonté du souverain d'initiatives parfaitement justifiées et accep-

tées par une majorité du peuple et des cantons. C'est arrivé avec les initiatives sur l'internement et sur l'imprescriptibilité. Dans le cas de l'initiative sur les minarets et de l'initiative UDC sur le renvoi, on fait également valoir l'argument du droit international pour ne pas appliquer à la lettre ces nouvelles dispositions constitutionnelles.



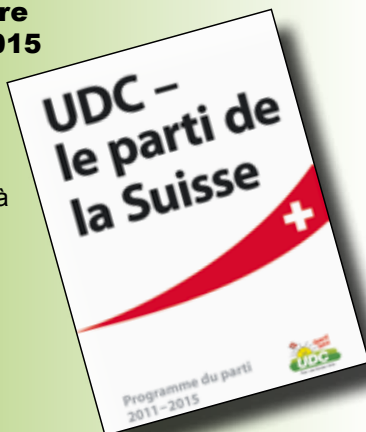
Les représentants de l'UDC lors de la conférence de presse pour protéger les droits populaires.

La récente proposition du Conseil fédéral d'étendre la liste des motifs d'invalidation des initiatives populaires et d'imposer un examen préalable des initiatives populaires avec un «avertissement» figurant sur les listes de signatures doit également être rejetée. Très dangereuse aussi à ce propos la tendance à placer tout le droit international au niveau du droit international impératif et de se référer lors de l'appréciation d'initiatives populaires et de la préparation de textes de loi à des critères aussi vagues que «la teneur essentielle des droits fondamentaux constitutionnels».

14 Shop UDC

Commandez maintenant votre programme du parti 2011-2015 fraîchement sorti de l'imprimerie!

Commandez votre programme du parti au **031 300 58 58** ou par e-mail à **gs@svp.ch**.
De même, téléchargez le programme sur **www.udc.ch**.



**ICI VOTRE ANNONCE
DANS LES JOURNAUX DE
L'UDC FRANC-PARLER ET
SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue par
10'000 lecteurs pour Fr 1'000.-**

Impressum

| | | | |
|-----------------|--------------------------------|--------------|--|
| Tirage: | 10 000 exemplaires | | |
| Edition: | Stiftung SVP-Parteizeitung | Adresse: | Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch |
| Périodicité: | mensuelle | Imprimerie: | Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch |
| Collaborateurs: | Michèle Berger, Kevin Grangier | Crédit photo | Page 3: © UDC Suisse |
| Abonnement: | Fr. 35.- pour les non-membres. | Annonces: | Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch |

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.
Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Décourez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

Commandez en ligne: www.udc.ch



| | | | |
|----------------------------------|------|--------------------------------------|--------------|
| ex. ballon de foot UDC | 25.- | ex. Pin's croix suisse | 7.- |
| ex. porte-documents UDC | 49.- | ex. Pin's logo UDC | 7.- |
| ex. cravatte croix CH min. | 50.- | ex. Pin's «UDC Gold» | 7.- |
| ex. cravatte croix CH max. | 50.- | ex. Post-it, bloc de 50 fiches | 2.- |
| ex. cravatte UDC | 50.- | ex. couteau suisse | 20.- |
| ex. bonbons UDC | 5.- | ex. autocollants (27/page) | 5.- |
| ex. briquet UDC | 5.- | ex. stylo UDC | 2.50 |
| ex. sac à dos UDC | 10.- | ex. jeu de carte jass | 3.- |
| | | ... français | ... allemand |

Nom: Prénom:
Adresse: NPA: Lieu:
Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à **gs@svp.ch**

Pétition contre les redevances: 200 francs par an, c'est assez

Le 17 mai, nous avons déposé la pétition redevance-arnaque « Redevances radio/TV: 200 francs c'est assez » à l'adresse du Conseil fédéral et du Parlement. En quatre mois seulement, 143'297 personnes ont signé notre texte. Cette pétition compte ainsi parmi celles qui ont rencontré le succès le plus retentissant dans notre pays. Avec cette action en ligne et sur Facebook, nous faisons aussi figure de modèle pour les campagnes politiques à venir.



par Natalie Rickli conseillère nationale, Winterthour (ZH)

En automne dernier, le Parlement a adopté un changement de système pour la redevance radio/TV: dès 2015, il est prévu d'introduire la «redevance générale de ménage». Chaque particulier et chaque entreprise doit payer, indépendamment de la présence ou non d'un appareil de réception ou de la question de savoir si quelqu'un dans le ménage consomme des programmes SSR. C'est à cela que nous nous opposons.

Celui qui paie la redevance n'a pas son mot à dire

Le payeur de redevance doit simplement payer sa redevance radio/TV; il n'a par contre rien à dire. C'est certainement aussi pour cela qu'un aussi grand nombre de personnes a signé la pétition et ainsi exprimé son mécontentement. Les interventions de l'UDC au Parlement visant à réduire la redevance ou, au moins, à transfé-

rer la compétence pour les questions de redevance au Parlement se sont soldées par des échecs. Aujourd'hui, le Conseil fédéral décide à lui seul du montant de la redevance. La transparence des comptes ne règne ni à la SSR ni chez Billag. Les payeurs de la redevance ont le droit de savoir ce qu'il advient des 1,2 mia. de francs perçus par la SSR !

En août 2010, le Conseil fédéral a fait savoir qu'il n'y aurait pas d'augmentation de la redevance en 2011. Effectivement, elle n'a pas augmenté. Billag est en revanche passée à la facturation annuelle, ce qui génère des économies annuelles de 10 mio. de francs. Or cet argent est versé dans la caisse des redevances et non aux payeurs de la redevance : il s'agit d'une augmentation dissimulée. Nous exigeons que cet argent soit rendu aux payeurs de redevance ! En raison de l'opacité des comptes de la SSR, il est impossible de déterminer combien coûte chacune

des 18 chaînes de radio et 8 chaînes de télévision. Ces chiffres sont toutefois nécessaires pour pouvoir mener un débat de fond sur le service public. Et



Natalie Rickli entourée de Francisca Brechbühler et de Brenda Mäder lors du dépôt des 140 000 signatures de la pétition.

ce service public doit impérativement faire une fois l'objet d'une définition claire. Pour fournir le service public, il n'y a certainement pas besoin de 18 chaînes de radio et 8 chaînes de télévision. Ce que les chaînes privées peuvent faire doit être laissé aux chaînes privées. Compte tenu de tout ce qui précède, on peut donc affirmer: 200 francs, c'est assez !

143'297 personnes partagent cet avis!

Nos revendications sont les suivantes :

1. La redevance radio et télévision doit être ramenée à 200 francs par an.
2. Toutes les économies faites par la société Billag et toutes les redevances non transmises doivent être restituées aux payeurs de la redevance.
3. Le Parlement doit édicter une réglementation selon laquelle les personnes faisant la preuve qu'ils ne consomment pas de programmes radio et TV sont exemptés de la redevance.

LA MOBILITÉ INTELLIGENTE – EN TOUTE SÉCURITÉ.

En ville comme à la campagne: en tant que 4x4 intelligent avec système Terrain Response®, la nouvelle Freelander 2 fait preuve de maîtrise sur tous les revêtements et garantit une maniabilité parfaite dans chaque situation. En version 2.2 eD4 (4x2) avec technologie STOP/START, elle affiche une sécurité exemplaire, mais impressionne également par son rendement. Grâce à une consommation de **6.0 l/100 km**** et à des émissions de CO₂ de **158 g/km** seulement, elle appartient à la **catégorie de rendement énergétique A**. Avec ses nouveaux moteurs diesel de 150 ou de 190 ch***, la Freelander 2 vous offre la mobilité en toute souveraineté – dès **CHF 44'900.–** déjà. Testez-la sans tarder auprès de votre partenaire Land Rover: www.landrover.ch



3.9%*
LEASING

FREELANDER 2



* Action de leasing: valable du 3.1 au 30.6.2011 (immatriculations en Suisse jusqu'au 30.6.2011), non cumulable avec d'autres réductions. Exemple de calcul de leasing: Freelander 2, 2.2 eD4, modèle E boîte man., prix de vente clients net recommandé CHF 44'900.–, premier acompte 15% du prix de base recommandé. Durée 48 mois, 10'000 km/an, taux annuel effectif 3.97%, caution 5%, casco complète obligatoire non comprise. Mensualité de leasing CHF 555.15, TVA incluse. L'octroi du crédit est interdit s'il entraîne un surendettement du consommateur.

** Freelander 2, 2.2 eD4, modèle E boîte man., 150 ch/110 kW, consommation mixte 6.0 l/100 km, émissions Ø CO₂ 158 g/km, catégorie de rendement énergétique A.

*** Freelander 2, 2.2 SD4, modèle S aut., 190 ch/140 kW, consommation mixte 7.0 l/100 km, émissions Ø CO₂ 185 g/km, catégorie de rendement énergétique B. Émissions Ø CO₂ de tous les véhicules neufs proposés en Suisse 188 g/km.